

## **2027 – La France qui a laissé s'éteindre la voie majeure d'accès aux compétences métiers** *Dystopie d'un apprentissage que nous pouvons encore sauver*

Nous sommes en 2027. L'apprentissage existe encore dans les textes. Mais sur le terrain, il n'est plus accessible là où il est nécessaire, ni pour ceux qui en ont le plus besoin.

Ce qui a disparu, ce ne sont pas seulement des dispositifs. Ce sont des parcours, des métiers, des vocations. Cette dystopie n'est pas une fiction alarmiste. Elle est la conséquence logique d'un affaiblissement progressif de l'engagement public auprès des apprentis, des CFA, des entreprises.

### **I. Le CFA – De la fermeture de sections à la disparition du centre**

En 2027, le CFA n'a pas fermé par manque de pertinence. Il a fermé par manque de soutenabilité.

Tout a commencé par la fermeture de quelques formations :

- trop spécialisées,
- à effectifs modestes,
- pourtant essentielles à l'économie locale.

La baisse des financements et des effectifs a entraîné mécaniquement :

- une chute des recettes,
- une fragilisation du modèle économique,
- des arbitrages douloureux sur les équipes et les investissements.

Puis, progressivement :

- les formations restantes ont perdu en attractivité,
- les entreprises se sont détournées,
- le CFA a cessé d'atteindre son seuil de viabilité.

En 2027, le centre ferme entièrement. Avec lui disparaissent :

- des compétences pédagogiques rares,
- des savoir-faire techniques,
- un acteur structurant du territoire et concourant aux objectifs éducatifs de la nation.

👉 *Quand on laisse tomber une formation, puis un CFA, c'est tout un écosystème qui s'effondre.*

### **II. L'apprenti – Le métier rêvé devenu inaccessible**

En 2027, de nombreux jeunes veulent choisir l'apprentissage pour pouvoir grandir dans un environnement professionnel, pratiquer un métier, développer leurs aptitudes et compétences.

Mais lorsque vient le moment de se former, la formation n'existe plus ou n'est plus à proximité.

Le CFA qui portait cette filière a fermé la section.

Le jeune se retrouve face à un choix impossible :

- s'éloigner géographiquement, quand il n'en a pas les moyens,
- renoncer à son projet,
- s'orienter vers une formation "disponible", mais sans lien avec le visé.

En 2027, le problème n'est plus seulement l'orientation, c'est aussi l'absence d'offre de formation là où les besoins en compétences existent.

👉 *Un pays qui empêche de se former gaspille son capital humain.*

### III. L'entreprise – Le manque de compétences comme risque économique majeur

En 2027, l'entreprise locale cherche à recruter.

Elle a besoin de compétences précises, adaptées à ses métiers. Mais :

- les formations ont fermé,
- les jeunes formés ne sont plus là,
- les parcours de transmission se sont interrompus.

Faute de personnel qualifié :

- les délais s'allongent,
- les marchés ne sont plus honorés,
- certains contrats sont perdus.

Les entreprises les plus fragiles réduisent leur activité. D'autres renoncent à se développer. Certaines ferment. En 2027, le manque de compétences n'est plus un sujet RH, c'est un risque économique direct, pour l'entreprise, pour les territoires et pour le pays.

👉 *Sans apprentissage de proximité, l'entreprise perd sa capacité à transmettre et à croître.*

### IV. Le cercle vicieux : quand chaque perte en entraîne une autre

En 2027 :

- l'apprenti ne peut plus se former au métier qu'il visait,
- le CFA n'a plus les moyens de maintenir ses formations,
- l'entreprise est privée des compétences et des talents essentiels.

Chacun subit. Et pourtant, chacun est présenté comme responsable :

- le jeune serait "mal orienté",
- le CFA "pas assez rentable",
- l'entreprise "pas assez attractive".

La réalité est plus simple : le dispositif a été fragilisé sans considération de ses parties prenantes.

👉 *Un dispositif éducatif affaibli produit mécaniquement des pénuries de compétences.*

### V. Ce futur peut encore être évité

Cette dystopie n'est pas fatale.

Elle est le prolongement des orientations actuelles, si elles ne sont pas urgemment corrigées.

Nous savons ce qui a conduit à cette situation :

- un modèle économique pérenne inexistant
- une logique de court terme,
- une absence de régulation qualitative,
- un manque de concertation avec les acteurs de terrain.

Par conséquent, nous appelons à un moratoire en 2026, pour :

- une concertation nationale approfondie avec les CFA, les entreprises, les partenaires sociaux et les territoires,
- une étude d'impact exhaustive de la loi "avenir pro" 2018,
- la reconstruction d'un cadre stable garantissant l'accès aux formations de proximité et la transmission des compétences.

L'apprentissage n'est pas un coût à réduire, mais une capacité de développement à préserver. Sans pause, sans dialogue, sans vision partagée, la France ne relèvera pas le défi des compétences métiers pour demain. Le choix est encore possible. Il est politique.